

# LE MENSUEL

La note de conjoncture de la Cellule Economique de Bretagne

Décembre 2024 #8

## CONSTRUCTION NEUVE, RÉNOVATION, TRANSACTIONS : DES DYNAMIQUES CONTRASTÉES

Alors que la construction neuve de logements et les transactions immobilières demeurent dégradées, la construction neuve de locaux et l'entretien-rénovation affichent des dynamiques encourageantes ...

Page 3

**Taux d'intérêt : l'assouplissement monétaire soutient le crédit à l'habitat**  
page 2

**L'actu en bref - Indicateurs clés**  
page 3

**Vue d'ensemble Construction**  
page 4

**Zoom : Impact des aides à la rénovation énergétique du parc résidentiel privé sur l'activité Bâtiment en 2023**  
page 5

**Revue thématique : Situation conjoncturelle dans le logement ancien**  
page 6

**La carte du mois**  
page 7

**Les actualités**  
page 8

L'analyse de la conjoncture économique de la filière construction en Bretagne met en évidence une situation encore fragile, marquée par des dynamiques contrastées.

En premier lieu, les indicateurs relatifs à la construction neuve soulignent des difficultés persistantes. La construction de logements individuels purs atteint un niveau historiquement bas, avec une dégradation généralisée dans tous les départements. Pour les logements collectifs, une hausse est observée sur un an, mais les chiffres du mois d'octobre indiquent un recul par rapport à septembre. Par ailleurs, les incertitudes entourant la mise en place de certains dispositifs nationaux de soutien à la filière, tels que la baisse de la réduction de loyer de solidarité pour les bailleurs sociaux (RLS) ou l'extension à tout le territoire et à tous les types de logements du prêt à taux zéro (PTZ) pour les primo-accédants, limitent les perspectives de reprise.

Malgré ces difficultés, certains signaux favorables sont perceptibles. Premièrement, les permis de construire continuent de progresser, tant pour les logements que pour les locaux. Ensuite, sur le plan financier, l'assouplissement des conditions monétaires commence à se refléter dans les taux des nouveaux crédits à l'habitat en France, accompagnant une hausse du volume de prêts accordés sur un an en Bretagne. Le redressement du nombre de dossiers d'aide à la rénovation énergétique constitue également un point positif, tout comme la commande publique, qui continue de soutenir des projets d'envergure.



Une marque de la  
Cellule Economique de Bretagne

## Taux d'intérêt : l'assouplissement monétaire soutient le crédit à l'habitat

Selon les données de la Banque de France, le taux d'intérêt moyen des nouveaux crédits à l'habitat est en baisse continue depuis le début de l'année, alors que les marchés anticipent une légère accélération de l'assouplissement monétaire de la BCE à horizon 2026. En parallèle, l'encours de crédits immobiliers, y compris pour l'habitat des particuliers, est en hausse en Bretagne sur un an.

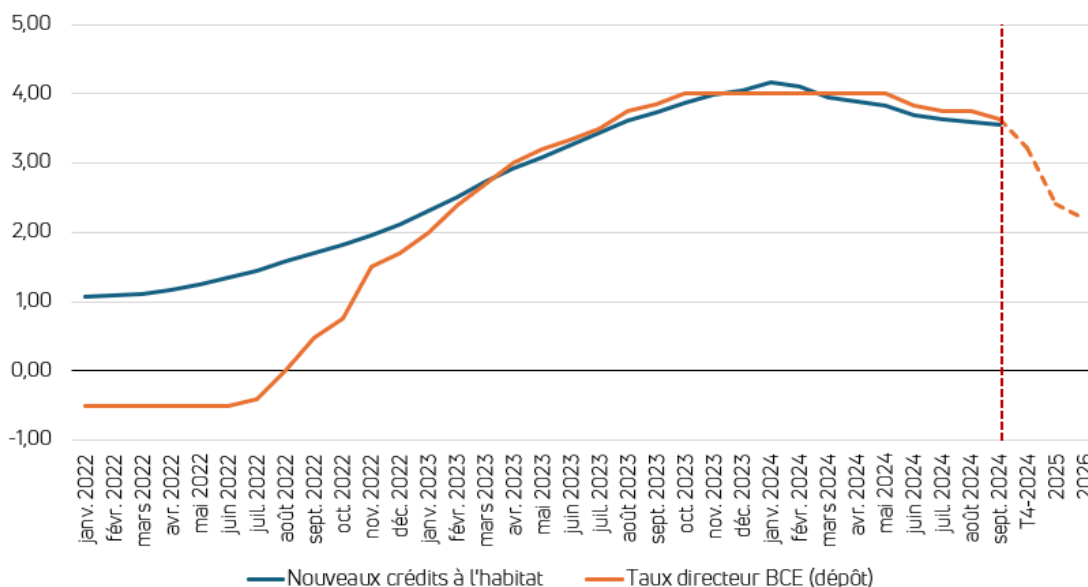
**L'assouplissement monétaire de la BCE se transmet progressivement aux crédits à l'habitat**

En France, la baisse du taux d'intérêt moyen des nouveaux crédits à l'habitat (hors renégociations) se poursuit : 3,56 % en septembre après 3,59 % en août pour les opérations hors renégociations, en baisse de 61 points de base par rapport au pic à 4,17 % en janvier 2024. De plus, au mois d'octobre, la Banque centrale européenne a de nouveau baissé son principal taux directeur, le taux de dépôt, de 25 points de base, le faisant passer à 3,25 %. Les anticipations concernant les taux directeurs sont également en baisse, les analystes estimant désormais un taux de dépôt moyen de 2,42 % en 2025 et 2,20 % en 2026.

**L'encours de crédit est en hausse sur un an en septembre, notamment en Ile-et-Vilaine**

En parallèle du progressif assouplissement monétaire en cours, les crédits à l'habitat sont en hausse en Bretagne sur un an. L'encours de crédits immobiliers (y.c. habitat des particuliers) est en hausse de +0,7 % sur un an en Bretagne en septembre, alors qu'il est en baisse de -1,4 % au niveau national. Cette hausse au niveau régional est principalement portée par l'activité en Ile-et-Vilaine (+0,3 Md€ sur un an pour un encours total de 31 Md€) et, dans une moindre mesure, dans les Côtes d'Armor (+0,1 Md€ à 12,3 Md€) et le Morbihan (+0,1 Md€ à 17,7 Md€), l'encours de crédit étant stable sur un an dans le Finistère (20,3 Md€).

Taux directeur de la BCE et taux des nouveaux crédits à l'habitat en France (%)



### REPÈRES

# 81,3 Md€

Encours total de crédits immobiliers en Bretagne en septembre 2024

# 3,56 %

Taux d'intérêt moyen des nouveaux crédits à l'habitat (hors renégociations) en septembre 2024

## L'ACTU EN BREF

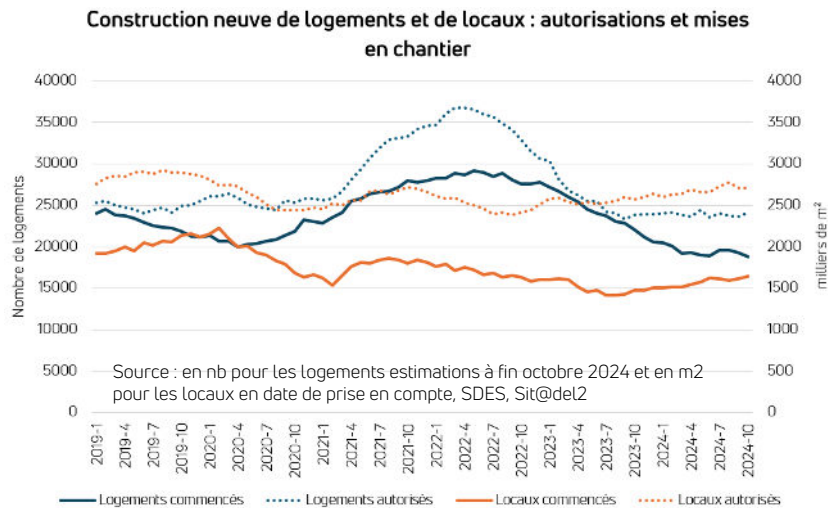
**En Bretagne, État et collectivités mobilisent 71 M€ pour la rénovation énergétique des universités.** Une "expérimentation bretonne pour la rénovation énergétique du bâti universitaire" est lancée par l'État, la Région Bretagne et huit autres collectivités locales. Le principe consiste à mutualiser et à massifier études et chantiers afin d'accélérer les opérations urgentes de rénovation thermique, sur des bâtiments d'enseignement datant des années 1960-70. L'utilisation de matériaux biosourcés et la valorisation des matériaux déconstruits apporteront également une plus-value environnementale au programme. Cette convention engage financièrement à la fois l'État (Recteur), le Conseil régional, les quatre Conseils départementaux bretons, les agglomérations de Brest, Lorient, Quimper, Rennes, St Briec et Vannes ainsi que les quatre universités bretonnes. L'apport financier de l'Etat s'élève à 30,4 M€, celui de la Région à 16,2 M€, celui des collectivités infrarégionales à 14,2 M€ et enfin celui des quatre universités à 10,3 M€.

## INDICATEURS CLÉS

### CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS : NOUVELLE CHUTE DES MISES EN CHANTIER, LES AUTORISATIONS EN HAUSSE

À fin octobre 2024, 18 800 logements ont été mis en chantier en Bretagne sur 12 mois glissants, soit 300 de moins qu'à fin septembre. Par rapport à la même période l'année dernière, cela représente une baisse de -15,1 %, contre -15,4 % le mois dernier et -18,7 % au niveau national. En Bretagne, la construction neuve de logements collectifs est en légère hausse sur 12 mois (+2,1 % par rapport à la même période l'année dernière), tandis que **le nombre de logements individuels purs mis en chantier atteint un nouveau point bas historique**, à 7 351 logements sur 12 mois, soit -49,2 % depuis mi-2022, et -31,0 % par rapport à la même période l'année dernière. S'agissant des permis de construire, la Bretagne est, avec la Normandie une des seules régions à enregistrer une progression (+1,2 % sur un an), portée par plusieurs grands EPCI (Lorient +86,6% sur un an, Vannes +54,8%, Quimper +51,6% à fin septembre 24).

**Par département, les évolutions sont contrastées**, hormis sur le marché de l'individuel pur où tous les départements affichent des baisses très marquées. S'agissant des mises en chantier, le Morbihan (-2,3 %) et les Côtes d'Armor (-8,4 %) affichent des reculs moins importants que les deux autres départements, en raison d'une production très dynamique de logements collectifs (respectivement +50,4 % et +44,9 %). Ce dynamisme dans le collectif se retrouve également dans le niveau des autorisations dans le Morbihan, comme dans le Finistère sur un rythme moins soutenu. En Ile-et-Vilaine, la situation est en revanche dégradée avec des évolutions négatives autant pour les mises en chantier que les autorisations de logements.



**La construction neuve de locaux continue, quant à elle, son redressement.** Sur 12 mois glissants, le nombre de m<sup>2</sup> commencés est en hausse. Sur un an, la croissance atteint +11,1 % à fin octobre, contre +12,5 % le mois dernier. La Bretagne reste la région la plus dynamique, loin devant les autres régions françaises (-9,4% au niveau national). Ce redressement reste toutefois essentiellement porté par le marché des bâtiments agricoles, qui représente 39 % de la croissance des surfaces mises en chantier sur un an, avec une valeur ajoutée moindre que les autres marchés. En ce qui concerne les surfaces autorisées, la Bretagne se démarque également du niveau national (+5,4 % contre -5,0 % au niveau national).

### L'ACTIVITÉ ENTRETIEN-RÉNOVATION EN HAUSSE AU T3-2024

Au troisième trimestre 2024, l'activité dans l'entretien-rénovation a augmenté de +2,5 % sur un an en volume en Bretagne, contre +2,2 % au deuxième trimestre. Cette dynamique reste portée par l'activité dans l'entretien-rénovation de locaux, qui marque le pas sur trois mois (+3,7 % sur un an, contre +5,6 % au T2-2024), et par un rebond de l'activité entretien-rénovation de logements (+2,2 %, contre +1,2 % au T2).

Au niveau national, le rythme de progression ralentit, à +0,8 % au T3, contre +1,1 % au T2.

### TRAVAUX PUBLICS : L'ACTIVITÉ SE DÉGRADE COMME LES PERSPECTIVES

Au troisième trimestre 2024, le solde d'opinion des chef(fe)s d'entreprises de Travaux Publics est en dégradation à -9, contre -6 au trimestre précédent, dans le sillage d'une stabilité du remplissage des carnets de commande, à 4,4 mois (identique au T2).

En parallèle, les perspectives pour le T4-2024 suivent cette même tendance à la dégradation, avec un solde d'opinion en chute (-36, contre -10 au trimestre précédent). Ces mauvaises perspectives se reflètent également dans le solde d'opinion concernant les effectifs futurs (-10 contre +3 au trimestre précédent). 3

## VUE D'ENSEMBLE CONSTRUCTION

## Bretagne

## France

Sources : DREAL Bretagne – Sit@del2, Acoss-Urssaf, Insee - Sirene, Dares, France Travail, Sgfgas, FNTF, Unicem

## Bâtiment résidentiel – construction neuve

## Logements mis en chantier

Situation à fin octobre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

↓ -15,1% 18 800 lgts

↓ -18,7% 259 000 lgts

## Logements autorisés

Situation à fin octobre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

↑ +1,2% 24 200 lgts

↓ -10,5% 335 600 lgts

## Bâtiment résidentiel – commercialisation

## Réservations de logements par particuliers (indiv + coll)

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

↑ +15,2% 802 lgts

↑ +5,8% 15 297 lgts

## Encours de logements (indiv + coll)

A la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

↑ +2,1% 7 347 lgts

↓ -9,7% 121 489 lgts

## Prix des logements collectifs

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)↓ -3,1% 4 462 €/m<sup>2</sup>= -0,5% 4 740 €/m<sup>2</sup>

## Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

## Travaux liés à l'éco-PTZ

De janvier à la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an), en M€

↑ +7,4% 84,39 M€

↑ +6,2% 965,98 M€

## Bâtiment non résidentiel - construction neuve

## Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin octobre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m<sup>2</sup>, en date de prise en compte (DPC)↑ +11,1% 1 643 mill. m<sup>2</sup>↓ -9,4% 20 591 mill. m<sup>2</sup>

## Surface de locaux autorisés

Situation à fin octobre 2024 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m<sup>2</sup>, en date de prise en compte (DPC)↑ +5,4% 2 707 mill. m<sup>2</sup>↓ -5,0% 36 764 mill. m<sup>2</sup>

## Entretien-rénovation

Évolution de l'activité au 3<sup>e</sup> trimestre 2024Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

↑ +2,5%

= +0,8%

## Évolution de l'activité – Logements

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

↑ +2,2%

= +0,5%

## Évolution de l'activité – Bâtiments non résidentiels

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

↑ +3,7%

↑ +1,8%

## Travaux Publics

## Activité récente

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (comparaison moyenne de longue période, solde d'opinion)

↓ -9

↓ -6

## Prévisions d'activité

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2024 (comparaison moyenne de longue période, solde d'opinion)

↓ -36

= -15

## Carnets de commandes

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

= 0,1 mois 4,4 mois

↑ +0,9 mois 7,1 mois

## Matériaux

## Production BPE

Production de BPE à fin septembre 2024 Cumul 12 mois, en m<sup>3</sup>↓ -6,7% 2 389 497 m<sup>3</sup>↓ -10,3% 34 041 324 m<sup>3</sup>

## Production Granulats

Production de Granulats à fin août 2024 Cumul 12 mois, en milliers de tonnes

↓ -3,9% 21 714 kt

↓ -6,0% 277 624 kt

## Appareil de production

## Emplois salariés dans la construction

A la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

↓ -1,3% 83 672 sal.

↓ -1,6% 1 621 611 sal.

## Intérimaires Construction

Moyenne 12 mois à fin septembre 2024 (évol 1 an)

↓ -7,2% 7 136 ETP

↓ -5,9% 133 816 ETP

## Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 (évol 1 an)

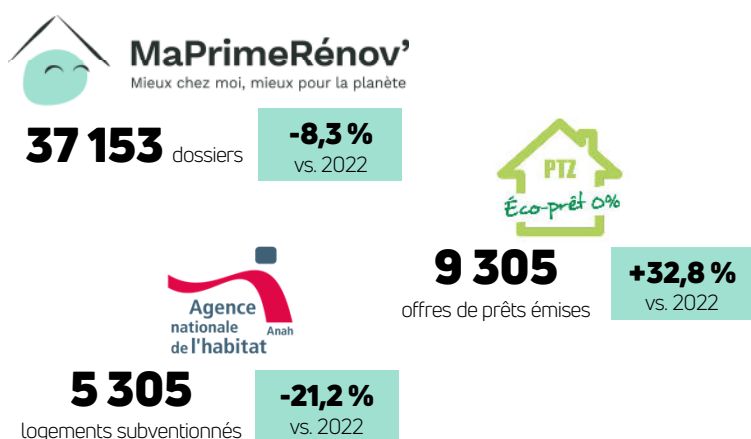
= +0,0% 7 128 DEFM

↓ -3,4% 195 002 DEFM

# ZOOM : Impact des aides à la rénovation énergétique du parc résidentiel privé sur l'activité Bâtiment en 2023

La Cellule Economique de Bretagne a réalisé un état des lieux de la rénovation énergétique du parc résidentiel privé en Bretagne pour l'année 2023. Ce dernier permet d'évaluer l'impact des dispositifs d'aides publiques à la rénovation énergétique du parc résidentiel privé en termes d'activité générée pour le secteur du Bâtiment.

## État des lieux des aides en 2023



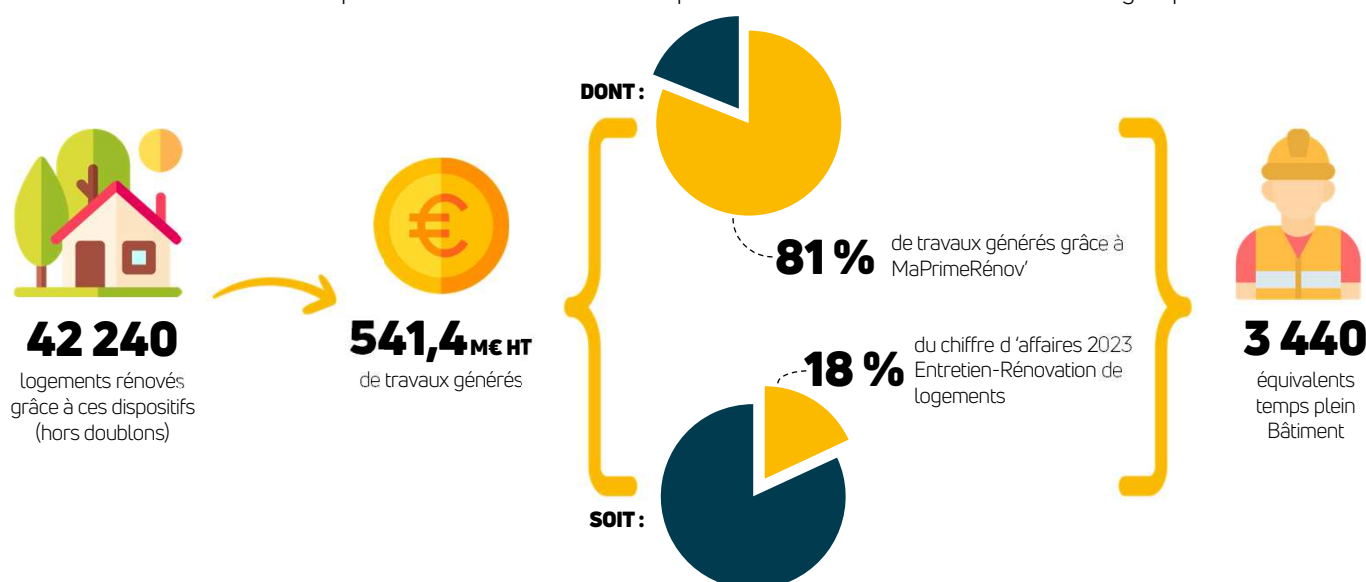
37 153 dossiers MaPrimeRénov' ont été engagés en 2023 en Bretagne soit une baisse de -8,3 % par rapport à 2022. Cette diminution est similaire sur le montant d'aides alloué et le montant total de travaux générés.

5 305 logements ont été aidés par l'Anah, soit une baisse importante de -21,2 % par rapport à 2022. Ces aides ont généré 54 M€ d'aides et 121 M€ HT de travaux, montants également en baisse par rapport à 2022.

Enfin, sur l'année 2023, 9 305 éco-PTZ ont été accordés en Bretagne (8,9 % du nombre de prêts émis au niveau national), soit une hausse de +32,8 % par rapport à 2022, hausse plus importante que celle observée au niveau national (+28 %).

## Quel impact sur l'activité Bâtiment ?

Après l'élimination des doublons parmi les logements ayant bénéficié de plusieurs dispositifs d'aides, le décompte des unités effectivement financées permet une évaluation de l'impact réel des aides à la rénovation énergétique.



42 240 logements bretons ont bénéficié du soutien d'au moins un des dispositifs d'aides publiques à la rénovation, à savoir MaPrimeRénov', l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ) et les aides de l'ANAH en 2023. Ces dispositifs ont permis de générer 541,4 M€ HT de travaux de rénovation en Bretagne en 2023, dont 81 % de travaux de rénovation liés au dispositif MaPrimeRénov'. Traduits en emplois bâtiment, ils représenteraient 3 440 équivalents temps plein en 2023. L'ensemble des travaux aidés par ces dispositifs représentent 18 % du montant total de travaux d'entretien-rénovation réalisés en 2023 sur le marché du logement en Bretagne.

# Situation conjoncturelle dans le logement ancien : transactions immobilières toujours en baisse et reprise des aides à la rénovation

Le marché immobilier national continue d'enregistrer une baisse des transactions comme des prix des logements anciens (y compris en Bretagne), bien que le recul des prix s'atténue. La baisse des taux directeurs de la BCE pourrait venir soutenir une reprise encore fragile. Par ailleurs, les aides à la rénovation énergétique s'accroissent au T3-2024, avec davantage de dossiers ouverts et d'aides distribuées, principalement à des ménages modestes suite notamment aux modifications intervenues sur le dispositif MaPrimeRénov' en mai 2024. L'agrément des structures d'accompagnement a progressé, renforçant le soutien aux bénéficiaires.

## Un marché immobilier toujours dégradé

Au niveau national, le nombre de transactions de logements anciens cumulées sur douze mois marque une baisse de 18,1 % sur un an à fin août, selon les Notaires de France. Les ventes représentaient 2,1 % du stock de logements, une part en baisse depuis le point haut du 3<sup>ème</sup> trimestre 2021 (3,2 %) et désormais inférieure au niveau du début des années 2000. En parallèle, la baisse des prix, bien que significative, semble s'atténuer. En France métropolitaine, les prix des logements anciens ont reculé pour le quatrième trimestre consécutif, avec une diminution de -5,0 % sur un an (-0,5 % sur trois mois) au deuxième trimestre 2024, répartie également entre les maisons (-4,9 %) et les appartements (-5,0 %). En Bretagne, la baisse annuelle des prix au m<sup>2</sup> au deuxième trimestre 2024 atteint -4,4 % pour les appartements à Rennes, et -6,6 % pour les maisons à Brest par exemple.

Après une période de restriction d'accès au crédit qui a entravé de nombreuses transactions et affecté particulièrement les primo-accédants, les récentes décisions de la BCE de baisser ses taux directeurs pourraient soutenir le marché. L'inflation, attendue à environ 1,5 % pour 2025, pourrait également offrir un contexte plus favorable pour les acheteurs et les vendeurs.

## Une accélération des demandes d'aides à la rénovation énergétique au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024

Après un premier semestre 2024 marqué par un coup d'arrêt des dossiers MaPrimeRénov', les chiffres du troisième trimestre 2024, publiés début novembre, témoignent d'une reprise de la dynamique de dépôt des dossiers. Concrètement, 230 995 logements avaient déposé une demande d'aide MaPrimeRénov' au 30 septembre 2024 au niveau national, dont 18% concernent une rénovation d'ampleur. Cela correspond à 1,85 Md€ accordés, 69% des bénéficiaires étant des ménages aux revenus modestes ou très modestes.

D'après les résultats partagés par l'Anah, le nombre de projets de rénovation d'ampleur a augmenté au troisième trimestre 2024 : 70 601 dossiers ont ainsi été déposés depuis le début de l'année, dont la moitié au 3<sup>ème</sup> trimestre, soit 35 775 demandes. Et 42 745 d'entre eux ont été acceptés et ont pu donner lieu au versement d'une aide, ce qui représente plus d'1,1 Md€ de subvention. La rénovation par geste, de son côté, connaît une certaine stabilisation (à un niveau nettement inférieur à 2023) après la baisse des dossiers observée au premier semestre 2024 (lorsque les travaux mono-gestes étaient sortis du dispositif).

Le déploiement des dispositifs d'accompagnement des ménages a continué au troisième trimestre 2024. 2 700 conseillers France Rénov' étaient ainsi présents sur le territoire au 30 septembre 2024. De plus, 1 035 structures ont reçu l'agrément MonAccompagnateurRénov (Mar), soit une hausse de +47 % depuis mars 2024, ce qui représenterait environ 3 500 professionnels.

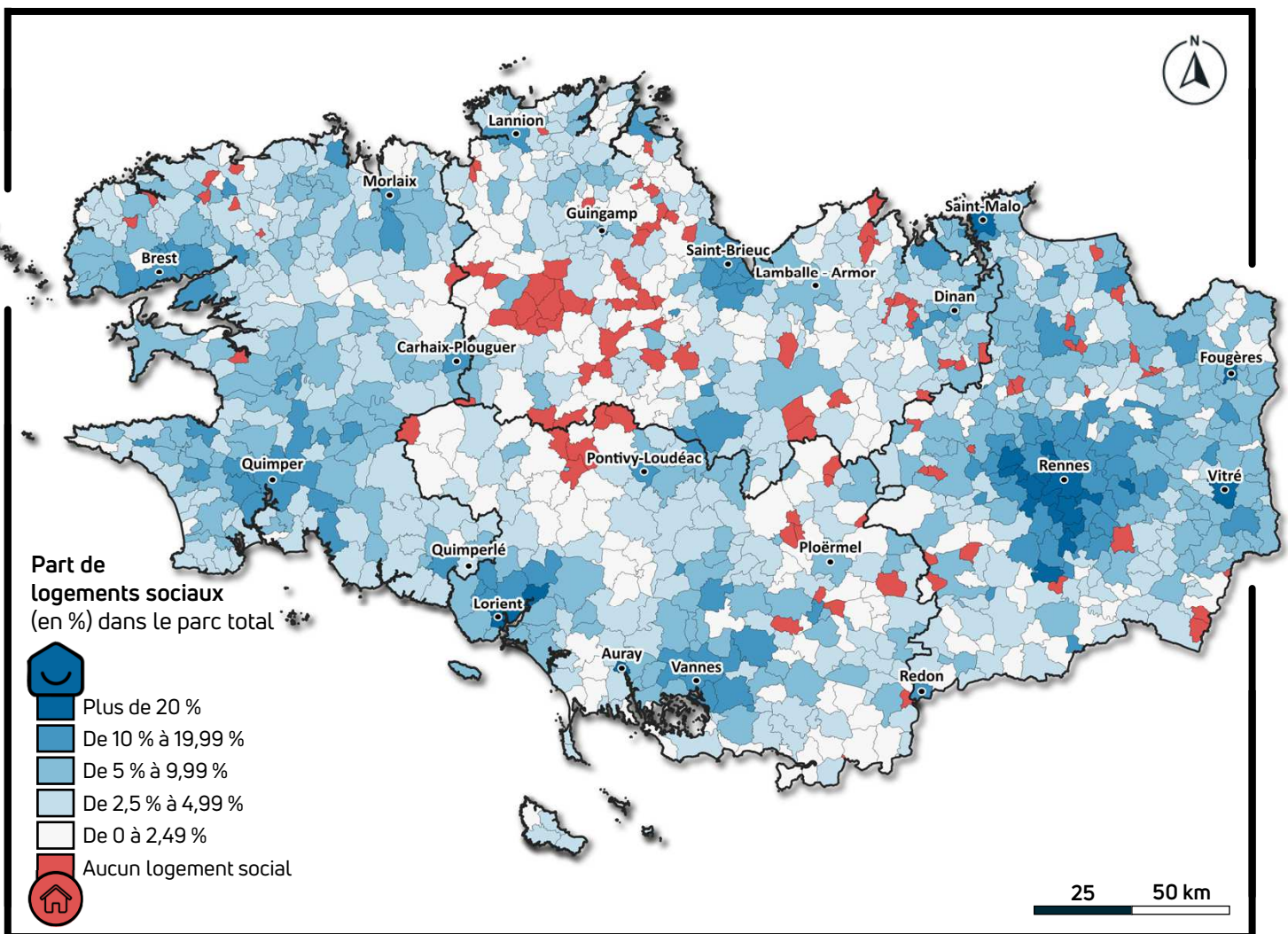
En Bretagne, le bilan du 1<sup>er</sup> semestre 2024 affiche 10 185 dossiers MaPrimeRénov' par gestes engagés qui représentent 120 M€ de travaux et 33 M€ d'aides distribués. 12 721 gestes ont été engagés avec la mise en place d'une pompe à chaleur air/eau en tête des gestes (2 930 gestes).

Sources : Notaires de France, Note de conjoncture immobilière – Octobre 2024 ; « MaPrimeRénov' : après un premier semestre difficile, une accélération sensible des dépôts de dossier au 3<sup>ème</sup> trimestre 2024. – DREAL Bretagne

# Des logements sociaux en Bretagne principalement situés en Ille-et-Vilaine et dans le Finistère

La part de logements sociaux varie fortement d'une commune à l'autre en Bretagne, suivant en partie la distribution spatiale des logements collectifs, le parc total de logements et le nombre d'habitants de la commune. En Bretagne, les logements sociaux représentent 10,4 % du parc total de logements.

On note que la part de logements sociaux est plus importante dans les pôles urbains les plus denses. L'écart entre les communes est également important, en fonction notamment du parc total de logements : on compte une faible part de logements sociaux dans plusieurs communes des Côtes d'Armor et de la moitié nord du Morbihan, tandis que Lorient en compte environ 29% par exemple. En Ille-et-Vilaine, Rennes, Saint-Malo, Vitré, Fougères, ainsi que d'autres communes de Rennes Métropole comptent plus de 20% de logements sociaux. Dans le Finistère, la répartition semble plus homogène : le département ne compte aucune commune au-dessus de 20%, mais il ne compte en parallèle qu'une faible part de communes comptant moins de 2,5% de logements sociaux en proportion du parc total de logements.



Réalisation : Cellule Économique de Bretagne

Source : Nombre de logements / Chiffres clés du logement social – Ministère du Logement et de la Rénovation urbaine, Oct. 2024 / IGN

## REPÈRES

### Lorient

Commune bretonne comptant la plus importante part de logements sociaux (environ 29 %) en proportion de son parc total de logements

≈ 200 000

Logements sociaux en Bretagne en octobre 2024 dont ≈ 25 000 dans les Côtes d'Armor, ≈ 50 000 dans le Finistère, ≈ 78 000 en Ille-et-Vilaine et ≈ 44 000 dans le Morbihan

Source : Nombre de logements / Chiffres clés du logement social – Ministère du Logement et de la Rénovation urbaine, Oct. 2024 / IGN  
 Traitement : Cellule Economique de Bretagne

# Les actualités de la Cellule Économique de Bretagne

Retour en images sur les événements du mois !

## Journée d'échanges IGGB – 15 novembre 2024

La Cellule Economique de Bretagne était présente à la journée d'échanges organisée par l'Association IG Granit de Bretagne et la Région Bretagne. L'objectif de cette journée ? Revenir sur l'étude réalisée en 2023 par la Cellule Economique de Bretagne afin de mieux comprendre les déterminants des coûts et bénéfices de l'achat de granit breton par rapport au granit d'importation et explorer des solutions concrètes pour valoriser les matériaux locaux dans une perspective durable.

Au programme :

- Présentation des conclusions de l'étude
- Tables rondes avec temps d'échanges portant sur les défis du secteur notamment favoriser un achat local et intégrer les granitiers bretons dans la commande publique
- Visites d'un atelier et d'une carrière de granit

Le sujet du coût du granit breton et les résultats de l'étude ont fait l'objet de plusieurs articles de presse ainsi que d'un reportage diffusé sur France 3 📺

[Ouest-France](#), 18/11/2024

[Le Télégramme](#), 18/11/2024

[France 3](#), 16/11/2024



## Rencontre FFB 29/Organismes de formation – 27 novembre 2024

Lors de cette matinée, la Cellule Economique de Bretagne a présenté les derniers chiffres de la conjoncture Bâtiment ainsi que les chiffres de l'emploi formation dans le bâtiment à l'échelle du Finistère, auprès des organismes de formation réunis par la FFB du Finistère.

### Avec le concours des membres de la Cellule Economique de Bretagne

Membres fondateurs :	 		
Membres de droit :	Préfecture de la région Bretagne Conseil régional de Bretagne Trésorerie Générale Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)	Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne (DRAAF) Conseil Economique, Social et environnemental régional de Bretagne (CESER)	Banque de France Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Bretagne (DREETS Bretagne)
Membres actifs :	Aro HLM Bretagne Banque du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP Banque) Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment du Finistère	Conseil de l'Ordre des Architectes de Bretagne ENEDIS - Direction régionale Bretagne Fédération du BTP des Côtes d'Armor Fédération du BTP du Finistère Fédération du BTP d'Ille-et-Vilaine Fédération Morbihannaise du BTP	Fédération Ouest des SCOP du BTP Fédération des Promoteurs Immobiliers Bretagne (FPI Bretagne) Fédération des Distributeurs de Matériaux de Construction de Bretagne (FDMC) Fibois Bretagne Rennes Métropole

Cellule Économique de Bretagne 7, boulevard Solférino 35000 Rennes

02 99 30 23 51 - [contact@institut-veia.fr](mailto:contact@institut-veia.fr) - [www.institut-veia.fr](http://www.institut-veia.fr)

Directeur de la publication : Xavier CHAMPS - Rédaction, conception et réalisation : Cellule Economique de Bretagne

Crédit Photo : Melissa